3527

AHMADOU LAMINE CISSE
CABINET GTI-TECHNOCOM
ETUDES - CONSEILS - FORMATION - MEDIATION

MISSION D'EVALUATION D'ETAPE
DES ACTIVITES DU PLCP (FAD-FND)

RAPPORT D'ETAPE I
SYNTHESE DES REALISATIONS
ET RESUME DE
NOS CONSTATS - RECOMMANDATIONS

JANVIER 2005

Espace Résidence II Hann Mariste Appt. N° 2003
Tél : 832 71 05 Port : 697 09 64 B.P : 21 556 Dakar Ponty

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ACEP	Alliance de Crédit et d'Épargne pour la Production
AGETIP	Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ASACASE	Association Sénégalaise pour l'Appui à la Création Socio- Économique
BAD	Banque Africaine de Développement
BCSP	Bureau de Coordination et de Suivi des Programmes et Projets
BGP	Bureau de Gestion du Projet
BM	Banque Mondiale
CERP	Centre d'Expansion Rurale Polyvalent
CLEC	Caisse Locale d'Épargne et Crédit
CAPEC	Caisse Populaire d'Épargne et de Crédit
CMS	Crédit Mutuelle du Sénégal
CEC	Caisse d'Épargne et de Crédit
CB	Communauté de Base
CAF	Classe (Centre) d'Alphabétisation Fonctionnelle
DSRP	Document Stratégie Réduction de la Pauvreté
CAL	Centre d'Alphabétisation et de Lecture
IEH	Infrastructures – Équipement - Hydraulique
IEC	Information - Éducation - Communication
FND	Fonds Nordique de Développement
FAD	Fonds Africain de Développement
GPF	Groupement de Promotion Féminine
GEC	Groupement d'Épargne et de Crédit
MFA SSN	Ministère de la Famille, de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
MAIVA	Modèle d'Alphabétisation Intégré à la Vie Active
MDSSN	Ministère du Développement Social et de la Solidarité Nationale
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAMECAS	Programme d'Appui aux Mutuelles d'Épargne et de Crédit au Sénégal
PNLCP	Programme National de Lutte Contre la Pauvreté
PLCP	Projet de Lutte Contre la "Pauvreté
SFD	Système Financier Décentralisé
UMEC	Union des Mutuelles d'Épargne et de Crédit
URG	Unité Régionale de Gestion
SAFEFOD	Société Afrique d'Éducation et de Formation pour le Développement

I-I CONTEXTE DU PROJET

A la suite de la dévaluation du franc CFA en janvier 1994, l'économie sénégalaise a renoué avec la croissance, le PIB réel ayant crû de 2,9% en 1994 et de plus de 5% par an en moyenne entre 1995 et 2001. Ces résultats ont été réalisés dans un contexte de réduction continue des déficits des finances publiques et de la balance des paiements courants et de maîtrise de l'inflation.

Cependant, les performances économiques enregistrées n'ont pas contribué autant qu'on pouvait l'espérer à améliorer les conditions de vie des populations et à réduire substantiellement la pauvreté.

En effet, le Sénégal n'a pas encore réalisé l'objectif de l'éducation universelle en ce qui concerne l'enseignement primaire (le taux brut de scolarisation dans le primaire se situe à environ 70 %, tandis que le taux global est estimé à 32 %) et l'analphabétisme touche plus de la moitié de la population. La situation des femmes sénégalaises en matière d'éducation et de formation est préoccupante avec un taux d'analphabétisme de plus de 70% contre 48,9% pour les hommes (QUID, 2001).

Le Gouvernement du Sénégal a réajusté la loi d'orientation 91-22 du 16 février 1991 par une lettre de politique générale pour le secteur de l'éducation dont le Programme Décennal de l'Éducation et de la Formation (PDEF) est le cadre d'opérationnalisation. Sa sous-section alphabétisation s'est fixée comme objectifs d'éradiquer l'analphabétisme des adultes de 15 à 49 ans, en priorité les jeunes de 15 à 25 ans, en plus des femmes rurales par les actions suivantes:

- Alphabétiser 171.231 personnes en moyenne et par an ;
- L'intégration de l'alphabétisation fonctionnelle et post-alphabétisation dans un programme unifié avec un manuel de procédure unique ;
- L'option de la sous-traitance, c'est-à-dire le faire – faire, dans les programmes d'alphabétisation avec des opérateurs privés dans un cadre dynamique de partenariat ;
- Renforcer la compétence des collectivités locales et structures décentralisées pour l'exécution et la supervision des programmes d'alphabétisation.

Depuis lors, le contexte du secteur de l'éducation a enregistré des évolutions remarquables, notamment avec les conclusions du Forum Mondial de l'éducation de Dakar, la Déclaration du Millénaire, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), le Document Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), la Décennie de l'alphabétisation, la Déclaration des Nations Unies de 2002 et le Protocole de la CEDEAO sur l'Éducation et la Formation.

Eu égard à cette préoccupation mondiale et nationale, le Projet de Lutte Contre la Pauvreté (PLCP), objet de notre présent rapport d'étape, à travers ses quatre composantes charnières, notamment celle destinée au Renforcement de Capacités, à voulu participer à l'élan national d'éradication de l'analphabétisme avec l'enrôlement de 36 000 personnes parmi les populations les plus défavorisées, dans le cadre de son programme d'alphabétisation fonctionnelle à travers cinq régions du Sénégal.

En effet, le Sénégal a initié en 2000, après l'adoption de son document intérimaire, un processus participatif de préparation d'une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur la satisfaction des besoins de base des populations pauvres et axée sur des principes tels que la participation et la pérennisation des acquis, et sur les leviers fondamentaux suivants :

- Le renforcement des capacités ;

Contexte trop complexe pour résumer, orienter vers le chapitre 1 de la recherche de l'alphabétisation.

- La promotion des services sociaux de base ;
- La création de richesse ;
- L'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables ;
- Une approche participative de mise en oeuvre et de suivi-évaluation basée sur la décentralisation du pilotage et de l'exécution.

Un des enjeux principaux de la lutte contre la pauvreté est la nécessité de toucher toute la population sénégalaise en répondant à ses besoins spécifiques. Pour assurer l'efficacité et la durabilité des interventions, un des axes de la stratégie porte sur la mise en oeuvre d'une démarche participative de pilotage, d'exécution et de suivi - évaluation des programmes garantissant ainsi toute la célérité et la transparence nécessaires à l'appropriation, tout en assurant aussi la cohérence avec les programmes sectoriels et les initiatives locales en cours ou planifiées.

La mise en oeuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté est régie par les sept (7) principes directeurs qui ont comme noms :

<p style="text-align: center;">PROXIMITE</p> <p>Rendre les lieux de décision concernant la mise en oeuvre des interventions le plus proche possible des bénéficiaires et de leur lieu de résidence.</p>	<p style="text-align: center;">FAIRE - FAIRE</p> <p>Implication des collectivités locales, acteurs de la société civile et entreprises privées</p>
<p style="text-align: center;">TRANSPARENCE</p> <p>Mettre en place une série de mécanismes garantissant la visibilité et le contrôle, de façon à établir l'équilibre entre responsabilité et autonomie.</p>	<p style="text-align: center;">EQUITE</p> <p>Combattre les inégalités et injustices en développant les formes d'équité qui sont un facteur d'efficacité accrue, d'où la nécessité de développer une approche au cas par cas, en fonction des secteurs, des zones et des populations;</p>
<p style="text-align: center;">PARTICIPATION,</p> <p>Associer des bénéficiaires des projets et programmes à toute décision les concernant personnellement, comme à toute définition d'une politique générale dans ce domaine. Ce principe a pour corollaire, la prise en compte des besoins et des intérêts des pauvres;</p>	<p style="text-align: center;">CELERITE</p> <p>Adopter des procédures qui assurent à la fois la rapidité et la transparence dans les décaissements, la passation et l'exécution des marchés ;</p>
<p style="text-align: center;">COMPLEMENTARITE ET DE SYNERGIE,</p> <p>Favoriser une combinaison efficiente des moyens et des ressources en vue d'optimiser les résultats.</p>	

Dès son approbation par les conseils de la Banque Mondiale et du FMI, le DSRP a servi de cadre opérationnel aux contributions des différentes institutions ; et d'un cadre à l'élaboration des plans sectoriels de développement et des programmes d'investissement.

Les programmes sectoriels sont considérés comme les principaux instruments de mise en œuvre du DSRP et décrivent de manière détaillée et pour les différents secteurs :

- les objectifs à atteindre,
- la nature des activités à mettre en œuvre,
- les zones d'intervention,
- le cadre d'exécution des activités
- les résultats attendus.

Le PLCP est antérieur à
C'est sous ce rapport qu'est né le Projet de Lutte Contre la Pauvreté (PLCP -FAD/ FND), financé conjointement par le Gouvernement sénégalais, la Banque Africaine de Développement et le Fonds Nordique de Développement et placé sous la tutelle du Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale.

I-2 PRESENTATION DU PLCP

Le PLCP est un des instruments de mise en œuvre du Programme National de Lutte Contre la Pauvreté et s'articule autour des axes prioritaires de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté au Sénégal. Le Programme National de Lutte Contre la Pauvreté vise à contribuer à la réduction de la pauvreté par : amélioration

- l'élévation du niveau éducatif,
- l'accroissement des compétences techniques et professionnelles ;
- le renforcement des capacités d'auto -promotion des groupes cibles ;
- l'accroissement de capacités de génération de revenus;
- l'amélioration des conditions d'accès aux services sociaux de base et le perfectionnement des conditions de vie.

Le Projet de Lutte Contre la Pauvreté intervient dans les mêmes régions que celles initialement ciblées par l'ancien Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Féminine (PAGPF) que sont : Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Kolda

En tant que mécanisme de lutte contre la pauvreté, le PLCP a pour vocation de toucher des cibles bien déterminées, qui ont été identifiées au terme d'un processus à plusieurs niveaux.

Ainsi, l'accent a été mis dans chacune ces régions, sur un département jugé prioritaire, sélectionné après une étude du milieu réalisée conjointement par la Direction de la Prévision et de la Statistique et le Cabinet MS & Associés.

Le premier ciblage des régions d'intervention s'est inscrit dans la logique qui a présidé au choix des régions cibles de l'ancien Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Féminine (PAGPF) à savoir Dakar, Diourbel, Kolda, Tambacounda et Thiès. Le PLCP devant concourir, en partie à la pérennisation des acquis du PAGPF, a reconduit ses régions d'intervention.

Le deuxième niveau de ciblage s'est opéré à l'intérieur des cinq régions cibles du PLCP et a porté sur 600 communautés à forte incidence de pauvreté. Ces 600 communautés, qui sont majoritairement des villages et dans une moindre mesure des quartiers urbains, ont été choisies, parmi les localités réputées les plus pauvres selon les enquêtes quantitatives de la Direction de la prévision et de la Statistique.

Au terme de cette étude, un département prioritaire, a été identifié dans chaque région et 120 communautés de base (CB) y sont ciblées. Ces départements dits prioritaires reçoivent 70% des investissements contre 30% pour les zones restantes et le choix définitif est le suivant:

- la région de Dakar : Pikine/Guédiawaye
- la région de Thiès : Mbour
- la région de Tambacounda : Tambacounda
- la région de Diourbel : Bambey
- la région de Kolda : Sédhiou

I-3 OBJECTIFS DE LA MISSION

L'évaluation d'étape des activités du PLCP, objet de notre présente mission, a pour finalité :

- Contribuer à une meilleure connaissance de l'état de mise en oeuvre des activités confiées au Projet ;
- Ressortir le niveau d'exécution détaillée des actions, les perspectives sur l'impact attendu en termes social et économique ;
- Proposer pour les activités restantes et pour celles en cours d'exécution, des stratégies d'intervention;

pour objectif général d'apprécier :

- Le niveau d'avancement des activités;
- Le mode opératoire;
- L'implication des bénéficiaires et partenaires dans l'exécution et la définition des perspectives.

Et pour objectifs spécifiques :

- Mesurer l'exécution physique des activités du PLCP à travers ses composantes par rapport aux objectifs retenus par le rapport d'évaluation de base élaboré par la Banque Africaine de Développement et l'État du Sénégal et en apprécier les résultats obtenus;
- Analyser les forces et faiblesses éventuellement constatées et les raisons des contraintes majeures qui ont pu survenir dans la vie du Projet;
- Apprécier la démarche du Projet et le niveau d'organisation des communautés de base.

Le présent rapport d'étape soumis à l'appréciation du PLCP, résume l'ensemble de nos constats et recommandations issus des missions effectuées dans les cinq régions d'intervention du projet, durant la période du 15 Décembre 2004 au 10 Janvier 2005. Ces missions et les échanges qui l'ont suivies avec les responsables des URG, les acteurs et le BGP, ont permis à l'ensemble des parties prenantes de partager leurs points de vue sur l'état d'exécution du Projet.

Les données qui figurent dans ce rapport, remontent pour l'essentiel au 3^{ème} trimestre de l'année 2004, car au moment de la production du présent rapport d'étape, celles du 4^{ème} trimestre n'étaient pas encore disponibles ou exploitées au niveau des URG et Composantes, mais nous espérons qu'elles le seront avant la soumission du rapport final provisoire.

Le présent rapport brut, dans le souci de recueillir le maximum de critiques et suggestions de la part du PLCP, de ses démembrés et de ses partenaires, est structuré en deux parties :

La première partie contient :

- La synthèse des réalisations
- Le résumé de nos constats, et premières conclusions et recommandations
- Notre appréciation générale des réalisations par composante

La deuxième partie contient :

- L'exposé des rapports détaillés par région ciblée

II - SYNTHESE DES REALISATIONS

TABLEAU D'EXECUTION DU PROJET
par rapport au
CADRE DES OBJECTIFS

COMPOSANTES	ACTIVITES	PREVUES	REALISEES	ECARTS	OBSEVATIONS
Renforcement de capacités	Conception d'un Plan directeur de formation pour le Projet	01	01	00	Un plan directeur a été réalisé et il est en cours d'exécution
	Conception d'une Stratégie globale d'information et de communication pour le Projet	01	01	00	Une stratégie d'information et de communication a été élaborée par la Cabinet OFBD qui a été retenu comme MOD de la sous-composante IEC
	Formation de 40 Formateurs	40	40	00	Les 40 formateurs ont été sélectionnés, formés et recyclés 5 fois
	Formation de 1200 facilitateurs	1200	1200	00	1200 facilitateurs ont été recrutés par les 30 opérateurs d'alphabétisation et ont reçu une formation initiale et formation recyclage
	Alphabétisation de 36 000 bénéficiaires	36 000	34 225	1 775	36 000 bénéficiaires ont été enrôlés au départ du programme. Au 3 ^{ème} trimestre de la 1 ^{ère} cohorte ainsi qu'au 2 ^{ème} trimestre de la deuxième cohorte, il y a eu un total d'abandon de 1775 personnes. Nous ne disposons pas de l'évolution de la situation au 4 ^{ème} trimestre pour chaque cohorte.
	Sensibilisation 36 000 bénéficiaires sur des thématiques d'intérêt stratégique	36 000	82 828	+ 46 828	Le nombre de bénéficiaires que les actions IEC devaient initialement toucher est de 36.000 personnes, c'est-à-dire, les bénéficiaires de l'alphabétisation. Après sa constitution en sous composante autonome, avec un MOD à part entière, elle cible actuellement l'ensemble des communautés de base et c'est pourquoi elle est arrivée à toucher, en un trimestre d'activités, 82.828 personnes.

Formation de 1 800 représentants de bénéficiaires à la gestion et à l'entretien des équipements et infrastructures visées dans le Projet	1 800 (pour 378 comités de gestion)		1 800	Les bénéficiaires ont été identifiés mais n'ont pas encore reçu de formation parce que les infrastructures et les équipements n'ont pas encore été réceptionnés
Formation de 4 200 responsables de groupements à la formulation et la gestion de projet	4 200	5128	+ 928	Des responsables de groupements ont été formés à la formulation et la gestion de projets mais les statistiques ne sont pas disponibles
Réalisation de 34 séminaires de formation pour les partenaires d'exécution				Des sessions de formation ont été organisées à l'intention du personnel des ONG et SFD mais le nombre reste à déterminer
Appui aux partenaires institutionnels				Des appuis ont été apportés aux partenaires institutionnels mais la nature et le nombre restent à déterminer
Renforcement des capacités techniques du personnel du Projet				Une formation en approche genre a été organisée à l'endroit du personnel du projet

et des 5128
si des formations
ont été faites
elles doivent
pu être comptabilisées
idem

Composante IEH	Construction et équipement de cases des tout-petits	14	14	00	Les 14 cases des tout-petits ont été construites et attendent que les sociétés adjudicataires mettent en place les équipements.
	Ouvrages hydrauliques et équipements	Environ 165	120	45	Les 120 ouvrages et mini réseaux d'eau, sont presque d'achevés, les puits ont été forés et l'acquisition et la mise en place des équipements par les sociétés DANSKSOLERNERGI et MEERA AND CEIKO est pour bientôt.
	Électropompes thermiques	35			35 électropompes thermiques provenant du Danemark sont déjà à Dakar et ont été réceptionnées par le projet
	Électropompes solaires	37			37 électropompes solaires ont été réceptionnés par le projet .
	Pompes manuelles	120			Les pompes manuelles étaient en pré embarquement vers Dakar, la réception pourrait intervenir dans si peu de temps.
	Construction et équipement de cases-foyers	16	16	00	Les 16 cases foyers ont été construites et attendent que les sociétés adjudicataires mettent en place les équipement. La formation des comités de gestion n'attend que l'avis de non-objection soit notifié
	Construction et équipement de case de santé	14	14	00	Les 14 cases de santé ont été construites et attendent que les sociétés adjudicataires mettent en place les équipement. . La formation des agents communautaires de santé n'attend que l'avis de non-objection soit notifié
	Latrines	165	120	45	Les 120 latrines qui ont réalisées et sont aujourd'hui fonctionnelles..
	Broyeurs céréales	336	224	112	La société AFCO va livrer ces équipements post- récoltes à la fin
	Batteuses à mil	12	09	3	
Décortiqueuses fonio	12	07	5		

	Décortiqueuses à mil	18			janvier 2005
	Charrettes	216		216	La SISMAR va bientôt compléter les 216 charrettes à traction, qu'elle va livrer sur les sites cibles à partir du début de la 2 ^{ème} quinzaine de janvier 2005.
Composante Micro finance	Construction et équipement de CAPEC	16	16	00	Les CAPEC ont été construites dans les complexes socio-communautaires et attendent d'être équipées à l'image des autres infrastructures contenues dans lesdits complexes
	Formation de 3 000 représentants de bénéficiaires à la mise en place et à la gestion de CLEC	1 800 ?	1 094	706	1 800 responsables de groupements ont été formés à la mise en place et à la gestion de CLEC, et à l'utilisation du crédit. Quant à la formation en gestion d'activités génératrices de revenus, les formations dispensées n'ont pas pris en compte dans leurs contenus ce thème
	Octroi de 290 000 micro-crédits	290 000	18 517	271 483	Au total 18 517 crédits ont été octroyés à 36 886 promoteurs par les SFD et les CLEC. C'est dire que le niveau de financement est extrêmement faible par rapport aux prévisions.
	Financement de 600 CLEC	600	175	425	Seules 175 CLEC ont été financées et ASACASE a, elle seule, financé les 67. A son actif toujours, elle est la seule SFD à céder aux CLEC le crédit à 6,5%
	Promouvoir un mécanisme de pérennisation du système de crédit mis en place : CLEC créées	600	505	95	505 Caisses Locales Épargne Crédit (CLEC) ont été mises en place pour pérenniser le système de crédit

1800 sur les 3000.

il n'y a pas de corrélation entre l'activité et ce qui est prévu devant être réalisé

9 de dix positions de pérennisation au delà de la mise en place des CLECs

**III - RESUME DE NOS CONSTATS,
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

III-1 NOS CONSTATS

Une question majeure que nous sommes en droit de nous poser à l'issu de nos différentes rencontres avec la plupart des acteurs et bénéficiaires du projet, est la suivante : est ce que le PLCP, malgré sa forte détermination à réussir ce projet, dispose des moyens de sa politique ?

En effet, il nous été donné de constater que, le PLCP est contraint de par sa stratégie, à recourir au faire – faire, tout en ayant des obligations de résultats envers ses bailleurs de fonds. Il se trouve par ailleurs, que ses réalisations objectivement mesurables, échappent très souvent, du point de vue de l'exécution sur le terrain, à son contrôle, car, dépendant de ses partenaires techniques, lesquels étant plus soumis à une obligation de moyens que de résultats. Il s'y ajoute que le PLCP ne dispose que de peu de moyens de coercition sur ces derniers, tout étant le premier comptable de leur non-action avec ses incidences négatives dans son bilan d'exécution.

Exemple:

Le refus de financement constaté et non justifié par les SFD ACEP Sédhiou et CMS Vélingara renforcent les appréciations négatives de bénéficiaires sur le projet et par ricochet sur le bilan de la Composante M F/AGR.

Le fait que les opérateurs prennent un engagement signé pour prendre en charge l'équipement des centre en mobilier et refusent délibérément de l'honorer n'est t-il pas un phénomène qui a déteint un peu les résultats en alphabétisation, notamment en écriture.

3-1-1 CONTRAINTES D'EXECUTION

La mission a passé en revue en premier lieu, les contraintes exogènes auxquelles s'est heurtée la mise en œuvre du Projet de Lutte contre la Pauvreté à son entame et dans son exécution, afin que celles-ci soient prises en considération dans toute appréciation objective des réalisations et dans toute recherche de solutions novatrices destinées à la pérennisation des acquis.

Elle s'est en outre, intéressée aussi aux facteurs endogènes qui ont eu à influencer de façon positive ou négative les résultats obtenus à ce jour. Les contraintes peuvent être classées sous trois niveaux d'appréciations:

CONTRAINTES ADMINISTRATIVES

- Inadaptation des procédures d'acquisition de certains biens et services, par rapport au contexte d'un Projet de lutte contre la pauvreté ;
 - Ce type de projet requiert des interventions rapides (les modes d'acquisition retenus et le circuit d'approbation et de signature sont interpellés) ;
- Insuffisance de l'autonomie administrative ;
 - Le retard accusé dans le choix du MOD alpha a entraîné un chevauchement dans la programmation des activités entre le renforcement préalable de capacités des bénéficiaires et le démarrage des activités de micro finance/AGR. Ainsi cette déprogrammation a eu, entre autres, comme

conséquences, le mécontentement des apprenants non bénéficiaires de crédits et la fragilisation de quelques leviers du MAIVA.

- Divergences d'interprétation des dispositions contractuelles, entre certains partenaires et le Projet.

CONTRAINTES FINANCIERES

- Lenteur du processus de décaissement des fonds (État, PLCP, BAD) ;
 - Retard de trois à quatre mois de paiement des rémunérations des employés des opérateurs en alpha
 - Perturbation du planning des formations...
- Insuffisance de l'autonomie financière du BGP ;
 - Le niveau faible des marchés non soumis à l'avis de non-objection de la banque, 15 000 UC.

Exemple : Même la réalisation des activités de formation des opérateurs pour l'entretien et la maintenance des équipements, qui étaient planifiées, doivent recueillir l'avis de non-objection de la banque.
- Insuffisance / Inexistence de certaines rubriques de dépenses ;
 - Équipement des centres surtout la rubrique tableaux, bancs, et pupitres
 - Moyens de déplacement pour superviseurs régionaux MOD alpha.
 - Insuffisance équipement et moyens de déplacement URG (un véhicule pour le coordinateur et son assistant) .

CONTRAINTES TECHNIQUES

- Faible moyens de contrôle et de coercition sur les partenaires techniques ;
 - Non-respect des cahiers de charge et conventions.
 - Refus de financement des CLEC.
 - Rejet sans motif de projets.
 - Exigence de conditions non contractuelles aux bénéficiaires.
- Retards dans la mise à dispositions des équipements post récoltes
 - Au terme du projet, le taux de mise en place de ces équipements reste très faible
- Insuffisance de l'effectif du personnel de certains partenaires techniques
 - la majeure partie des ONG n'ont affecté qu'une ou deux personnes pour l'ensemble des activités qu'elles ont en charge (élaboration de requêtes, dépôt de requêtes, mise en place des CLEC, formation et suivi de celles-ci, des ARG, du recouvrement dans 3 à 84 communautés de base)

3-1-2 POINTS MERITOIRES DU PLCP

Il convient ici de saluer l'approche participative développée par le PLCP qui a permis de faire de toutes les parties prenantes, des acteurs de plein exercice. Elle a mobilisé au premier rang les populations ciblées qui ne sont plus des bénéficiaires passifs mais des pièces maîtresses dans le dispositif de mise en œuvre du programme. Cette approche met également en lien le Projet, les services compétents de l'Etat et des Collectivités locales etc.

Le Projet a initié outre une démarche novatrice dans la lutte contre la pauvreté par l'implication d'une kyrielle d'acteurs privés ou publics tels que :

- SFD,
- ONG,
- Opérateurs
- MOD,
- Services techniques déconcentrés.

Dans le déroulement de ses activités, il a mis en place un dispositif de pérennisation pertinent à travers :

- les Caisses Locales d'Épargne et de Crédit (CLEC),
- les Comités Villageois ou de quartier
- et les Comités de Gestion thématiques.

3-I-3 INDICES D'IMPACT DU PROJET

Il faut se féliciter qu'aujourd'hui, suite à l'action d'alphabétisation et de la sensibilisation, des changements notables ont été remarqués dans les communautés de base en terme d'adoption de cultures et de pratiques nouvelles qui conjecturent de lendemains prometteurs. L'impact immédiat du programme en terme de changement de comportement est observable dans les nouvelles pratiques des bénéficiaires en matière communication.

A titre d'illustration, beaucoup de demandes écrites en langues nationales pour l'obtention de services offerts par le projet ont atterries à l'Unité Régionale de Kolda. Des procès verbaux de réunions et correspondances rédigées en langues nationales ont été constatés dans différentes CB

Il a été constaté dans certains centres qui ont eu le privilège d'aborder le module sur l'entrepreneuriat/ gestion, des apprenants qui savent :

- opérationnaliser un journal comptable ;
- composer au besoin des numéros de téléphone
- rédiger des missives d'une certaine nature etc.

Par exemple, de niveau zéro au départ du programme, le volet alphabétisation a fait acquérir à ses participants des aptitudes en lecture courante et expressive, en rédaction de petits textes, en résorption d'opérations d'addition et de soustraction avec et sans retenue, de multiplication et de division avec 2 chiffres au multiplicande et au diviseur à côté des dispositions en résorption de petits problèmes écrits.

On note également que la caractéristique des apprenants selon le genre, le taux de fréquentation et le taux d'abandons sont au-dessus des normes fixées par le projet, car se situant respectivement autour de 85%, 80%, et 6% contre 70, 75 et 15% des normes fixées par le projet.

C'est dire tout simplement que malgré les dysfonctionnements qui ont marqué l'exécution des programmes d'alphabétisation et de sensibilisation, des résultats ont suivi et sont visibles. Autrement dit, l'alphabétisation et les actions de sensibilisations ont apporté une véritable révolution dans des zones où l'accès à l'éducation est considéré comme une chimère.

On peut aussi affirmer sans se tromper qu'aujourd'hui que le pari de créer des banques de proximité, de décentraliser le crédit et d'installer de nouvelles habitudes en épargne et crédit est presque gagné dans Les zones les plus reculées du Sénégal, exceptées quelques zones rurales dont les SFD n'ont pas voulu financer, exemple de certaines CB du département de Vélingara et une partie de la zone rurale de Sédhiou.

Nous avons constaté par exemple, que des femmes avec les maigres bénéfices qu'elles réalisent avec l'emprunt, font des épargnes allant de 200 frs à 5000 frs en sus du remboursement mensuel des prêts contractés. C'est dire que le projet est en train d'ancrer une culture nouvelle d'épargne.

La décentralisation du crédit dans les coins et recoins les plus lointains du Sénégal commence à être effective. L'accessibilité aux crédits sans contraintes majeures a vu le jour aux confins du pays. La volonté d'en faire bénéficier aux couches les plus défavorisées des zones cibles est devenue une réalité avec le recrutement d'ONG devant identifier, élaborer et déposer les requêtes auprès des SFD ou même des CLEC si ses dernières incarnées un certain professionnalisme attendu d'elles.

La mission a identifié sur le terrain des CLECs qui ont vraiment compris leur mission, de par la rigueur et la manière avec lesquelles elles fonctionnent, parce que, en avance sur le remboursement du crédit, c'est-à-dire disposant du montant à remboursement à un mois de l'échéance du prêt mais aussi comptabilisant des sociétaires qui remboursent intégralement et mensuellement à temps. Ces CLEC pratiquent également un système accéléré de revolving qui est en train de permettre à beaucoup de sociétaires de bénéficier du crédit, bien que les fonds qui leur sont alloués soient en deçà de leurs besoins en crédit.

Par exemple, à Samba 15 ans, dans la commune de Vélingara, la CLEC a un local fonctionnel avec une plaque indicative à l'entrée et une gérante très dynamique.

Affirmons-le d'emblée, le mythe de la banque est tombé auprès des populations vulnérables des régions ciblées du PLCP. C'est bien cette population qui considérait que les structures financières étaient une réserve d'une élite, qui aujourd'hui, déambulent et font des opérations financières dans les SFD et les CLEC à la faveur de l'ouverture des lignes de crédits et des conventions que le projet a signées avec ses partenaires d'exécution et financiers.

Un leadership nouveau a vu le jour. Partout où le projet a effectué des réalisations, des comités sont mis en place pour s'arroger la gestion de celles-ci et ont acquis une certaine légitimité. Quelque part, ils tentent même de se frayer des orientations nouvelles avec la recherche de moyens additionnels qui y sied.

Par exemple, dans la région Kolda, il a été constaté que les leaders de CLEC sont en train de chercher des moyens financiers subsidiaires pour apporter des réponses à la forte demande de crédit qui les assaillent chaque jour par l'instauration de cotisations pour soutenir l'expansion de leurs caisses.

Notre sentiment aujourd'hui est que le projet PLCP est une réussite éclatante dans la croisade de lutte contre la pauvreté au Sénégal. De par sa méthodologie, son management et la qualité de ses ressources d'une part, et sa capacité à fédérer tous les acteurs de développement notamment le réseau des parlementaires d'autre part, il a mis en œuvre une approche de développement durable qui pourrait justifier son érection en Agence Pour le Développement Rural avec une capacité plus large de mobilisation de fonds pour agir de manière continue dans l'accompagnement des populations défavorisées. En faire une Agence de développement, à l'image de l'AGETIP, participera forcément à trouver des solutions idoines à l'expansion des zones rurales défavorisées.

Nous restons convaincu dans l'idée que l'action de développement est une œuvre de longue haleine qui ne saurait se suffire de programmes d'appui à court termes, mais plutôt d'un cadre continue de formulation, de mise en œuvre, de suivi-évaluation et d'amélioration des progressive des imperfections.

Au regard des contraintes constatées à plusieurs niveaux dans l'exécution du projet, notamment celles relatives aux procédures administratives et de décaissement chez les bailleurs de fonds, Il

serait nécessaire d'une part que des dispositions soient prises rapidement pour permettre la finalisation des activités programmées ; et d'autre part, comme le note pertinemment le rapport final de l'atelier bilan, que toutes les parties prenantes adoptent une culture commune axée sur la consolidation et la pérennisation des acquis. Cette culture est un pré-requis indispensable à l'efficacité voulue en direction des nouveaux objectifs d'exécution fixés dans le cadre du réaménagement de la planification des activités pour l'année 2005.

III-2 NOS CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Dans le but de rechercher des solutions idoines à la poursuite et à la pérennisation des acquis du Projet de Lutte contre la Pauvreté et sur la base de l'appréciation faite des taux d'exécution enregistrés à différents niveaux, la mission a jugé nécessaire de formuler les recommandations suivantes, articulées sur les situations spécifiques des quatre composantes du PLCP :

3-2-1 Composante Renforcement de capacités

En direction des bailleurs :

- Augmenter la rémunération des facilitateurs afin d'accroître leur motivation
- Vu le retard accusé dans le démarrage et le niveau d'exécution de la composante, une prolongation de la durée du Projet jusqu'à Décembre 2005 serait de nature à combler le gap et fiabiliser les acquis.

En direction du BGP

- Veiller à la prise en charge d'une manière concrète, par le volet IEC, des besoins en communication du volet alpha.
- Accorder la priorité en matière de micro crédit aux 36 000 bénéficiaires des programmes d'alpha.
- Intégrer la CNOAS, véritable répondant des opérateurs en Alpha, dans l'équipe de partenaires de la composante.
- Organiser un atelier d'échanges entre les opérateurs alpha, le MOD et le PLCP.
- Prendre en charge dans l'avenir l'équipement des centres en mobilier
- Mettre en place le plus rapidement possible les bibliothèques
- Le renforcement des capacités étant un préalable pour la mise en œuvre correcte des autres activités du projet, il serait important, d'assujettir les services des autres composantes aux activités d'apprentissage afin que ce renforcement retrouve son essence réelle et que ses effets puissent être réinvestis dans les activités quotidiennes des bénéficiaires.
- Favoriser une articulation entre les différentes composantes afin de doter les néo-alphabètes d'espaces de valorisation de leurs nouvelles acquisitions.
- Augmenter le nombre de jours de formation des comités de gestion des CAL et des relais.
- La mise à disposition à temps des manuels didactiques, des équipements des centres et des rémunérations sont des facteurs qui peuvent faciliter l'amélioration des actions futures de l'alphabétisation.
- Le nombre de jours de formation des comités de gestion et des relais pourrait être revu à la hausse pour plus d'efficacité dans leur intervention.

En direction MOD alpha.

- Respecter les engagements pris en matière d'équipement en bancs et pupitres conformément aux engagements pris à l'atelier de mise à niveau des opérateurs en septembre 2003.
- Redynamiser les comités de gestion des CAL en étoffant leurs bureaux et en leur fixant des missions précises afin qu'ils soient véritablement opérationnels.
- Veillez dans l'avenir au respect scrupuleux des critères de sélection des facilitateurs, superviseurs et coordinateur
- Se doter de moyens de coercition pour le respect des cahiers de charge par les opérateurs
- Se donner d'instruments permettant aux bénéficiaires de respecter les engagements souscrits lors de l'étude milieu et relatifs à la prise en charge des abris devant abriter les cours pour éviter les classe en plein air et dans des endroits non propices à une situation d'apprentissage
- Donner aux superviseurs régionaux les moyens de supervision et de coordination des activités des opérateurs
- Intégrer la pré-alphabétisation dans le dispositif de formation

En direction MOD IEC

- La définition d'indicateurs valablement observables et mesurables pour les actions IEC participerait à l'efficacité de la sous composante.

Ces indicateurs doivent s'inscrire dans une perspective d'aboutissement à des actions concrètes, qui vont au-delà de la simple information ou de la simple sensibilisation.

Par exemple, les actions de sensibilisation peuvent déboucher sur des déclarations pour l'éradication de l'analphabétisme au niveau locale ou sur la formulation d'un plaidoyer en faveur du recouvrement des prêts à l'échelle CB ou encore sur la mise sur pieds de comités engagés et préparés à prendre en charge la pérennisation d'un aspect de l'intervention du projet etc.

3-2-2 Composante Infrastructures, Équipements et Hydraulique

Actuellement, le programme de réalisation des infrastructures communautaires délégué à l'AGETIP est en voie de finition, cependant, la plupart des équipements, ne sont pas mis en place. Il est à noter que c'est la composante la plus lourde, car comportant des travaux de génie civil, des importations d'équipements spécifiques dont le transport à l'intérieur du pays et l'installation ne sont pas toujours aisés.

Il conviendrait, à notre avis, pour l'obtention à bonne date des divers avis de non-objection des bailleurs, de :

- Procéder à des relances de correspondances diverses en insistant particulièrement sur l'urgence de telles opérations
- Insérer les causes de ces retards dans les aide-mémoire des missions de supervision
- Instaurer des liaisons périodiques avec les Task-Managers

En direction des bailleurs :

- Diligenter les dossiers de décaissement (alimentation compte spécial et paiements directs), pour éviter les retards dans l'exécution des activités planifiées.

En direction du BGP

- Veiller à une bonne planification des décaissements

3-2-3 Composante Micro Finance/AGR

En direction des bailleurs :

- Diligenter la mise à disposition des fonds aux SFD
- Mise en place de fonds de garantie pour soutenir le financement de petits montants
- Assouplir les procédures d'acquisition des biens et services et de décaissement de fonds de crédit.

En direction du BGP

- Favoriser la synergie entre partenaires de la composante
- Réserver un quotas de 50 % des fonds pour le financement de la première catégorie
- Augmenter la rémunération des CLEC à 6% pour assurer leur rentabilité et leur pérennité.
- Passer directement une convention de refinancement entre le PLCP et les CAPEC dès leur agrément ;
- Créer des cadres de concertation entre SFD, ONG
- Rechercher des ressources additionnelles pour le fonds de crédit
- Impliquer les comités de quartier et de village dans le choix des bénéficiaires de la formation
- Lier la rémunération des ONG aux activités directement menées par elles.
- Mettre en place un fonds de garantie pour partager les risques sur les CLEC entre le PLCP et les SFD ;

En direction des SFD

- Diligenter le processus de financement des GEC par les SFD
- Respecter les termes de la Convention signée dans les procédures de financement
- Adapter leurs stratégies d'intervention aux spécificités des cibles du PLCP pour toucher le maximum de bénéficiaires de la première catégorie;

En direction des ONG

- Respecter les délais de transmission des projets aux SFD
- Veiller à la représentation de toutes les couches sociales dans les comités de gestion des CLEC
- Veiller à une bonne représentation des projets de première catégorie dans le portefeuille
- Assurer une bonne préparation des requêtes de financements et le suivi des bénéficiaires sur le terrain
- Mettre en place un réseau de mutuelles constitué par :
 - o les CAPEC érigées en mutuelles d'épargne et de crédit agréées avec la personnalité morale ;
 - o les CLEC érigées en GEC avec la reconnaissance du MEFP et qui fonctionnent sous la forme de caisses membres d'une CAPEC ;
 - o une union des CAPEC d'une même région ;
 - o une fédération des unions de CAPEC au niveau nationale.

3-2-4 Composante Gestion

En direction des bailleurs

- Rendre éligibles au Compte spécial des rubriques de dépenses comme l'IEC, à l'instar de celles relatives à l'alphabétisation et à la micro finance
- Diligenter la mise à disposition des SFD, des fonds nécessaires au financement des micro-projets
- Diligenter les procédures d'instruction des dossiers et d'approbation
- Autoriser une plus grande autonomie administrative et financière au Bureau de Gestion du Projet

En direction du Bureau de Gestion

- Entreprendre une mission auprès des bailleurs pour activer les dossiers en souffrance
- Renforcer les capacités de ses agents sur les procédures de la BAD en matière d'acquisition des biens, travaux et services
- Amener les différents Présidents de Comités de Pilotage à assumer davantage leurs responsabilités et veiller à la tenue périodique des réunions de ces organes
- Faire respecter scrupuleusement, par les partenaires, les dispositions contractuelles qui les lient au PLCP

IV- ETAT D'EVOLUTION DES REALISATIONS PAR COMPOSANTE

IV-1 COMPOSANTE MICROFINANCE ET AGR

4-1-1 Objectifs

L'objectif général poursuivi par la composante micro finance – (AGR) est de lutter contre la pauvreté par la facilitation de l'accès aux crédits pour le développement d'activités génératrices de revenus et pour l'amélioration de l'offre de crédit.

Les objectifs spécifiques poursuivis par la composante sont :

- Accessibilité du crédit aux groupes cible du PLCP ;
- Accroissement des capacités de génération de revenus des groupes cibles;
- Mise en place d'un réseau performant de structures de financement décentralisées.
- Ouverture de trois catégories de guichets de financement
- assurer le recouvrement des prêts
- Faciliter la mise en place des structures de pérennisation de l'accès aux crédits (à l'image des CLEC)

4-1-2 Stratégie

La stratégie d'intervention de la composante est basée sur la mise en place d'un fonds de crédit alimenté par la contribution de l'État du Sénégal et de la Banque Africaine de Développement. Le fonctionnement de la ligne de crédit est assuré à travers la conclusion de convention avec 14 Structures de financement décentralisées (SFD) et 15 Organisations Non Gouvernementales (ONG).

Les SFD assurent le financement des groupes cibles – Communautés de Base, individus et Caisse Locale d'Épargne et de Crédit (CLEC).

Les ONG assurent la formation, le montage des demandes de financement et le suivi des bénéficiaires.

Le projet a mis en place des Caisses Locales d'Épargne et de Crédit (CLEC) et des Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit (CAPEC) pour accompagner la mise en œuvre de la composante micro-crédit / AGR.

Les SFD accèdent au fonds de crédit à un taux d'intérêt nul (0%) et, elles refinancement les CLEC au taux de 7%.

Les partenaires et bénéficiaires ont été répartis en trois catégories suivant le statut social :

Catégorie : Femmes, jeunes, handicapés, personnes du 3^{ème} âge en activité et à revenus précaires sans expériences de crédit.

Catégorie : Association de groupement de jeunes et de femmes, de handicapés, et de personnes du 3^{ème} âge en situation difficile.

Catégorie : Association ou groupement de promotion de femmes ou de d'hommes organisés autour de micro-entreprises en difficulté de développement ou en extension .

Le fonds de crédit du PLCP s'élève à F CFA 2, 580 milliards dont :

- État du Sénégal : 51% soit F CFA 1 315 800 000
- BAD : 49% soit F CFA 1 264 200 000

Les décaissements effectués pour la composante s'élèvent à Fcfa 1 368 024 045 répartis comme suit :

- Contrepartie État du Sénégal : 1 118 674 045 Fcfa
- FAD (Fonds Africain de Développement) : 249 350 000 Fcfa

Les crédits reliquataires pour la composante s'élèvent à F CFA 807 430 905 dont :

- Contrepartie État du Sénégal : 174 679 955 Fcfa
- FAD (Fonds Africain de Développement) : 632 750 950 Fcfa

4-1-3 Réalisations

- Stratégie d'intervention élaborée

Études spécifiques réalisées :

- Créneaux porteurs
- Diagnostic des SFD
- Diagnostic des caisses de base
- Systèmes de crédits adaptés aux pauvres

Recrutement des partenaires d'exécution :

- SFD sélectionnés
- 15 ONG recrutées
- 04 bureaux d'études recrutés pour la formation des partenaires
- Protocole signé avec la Cellule AT/CPEC

Formation à l'utilisation du crédit et à la gestion de projet

Besoins diagnostiqués

Structures spécialisées identifiées

1094 bénéficiaires touchés

Mobilisation des fonds

- Planification des financements et des décaissements élaborés
- Fonds de contrepartie 2001 et 2002 mobilisés
- Fonds de contrepartie affectés aux SFD
- Demandes de décaissement transmises à la BAD

Les financements effectués à ce titre sont les suivants :

Contrepartie 2001 : 392 674 045 Fcfa septembre 2001

Contrepartie 2002 : 365 000 000 Fcfa juin 2001

Contrepartie 2003 : 223 000 000 Fcfa août 2003

Contrepartie 2004 : 132 000 000 Fcfa juin 2004

FAD (Fonds Africain de Développement) : 249 350 000 Fcfa septembre 2003

FAD (Fonds Africain de Développement) : 405 545 050 Fcfa octobre 2004

Les fonds mis à la disposition des SFD se répartissent ainsi sur la période.

Contrepartie 1 118 674 045 Fcfa

Fonds FAD 249 350 000 Fcfa

1 368 024 045 Fcfa

Le financement des projets a démarré en Mars 2003. Plus de 30 000 requêtes ont été élaborées par les ONG. Au total 18 517 crédits ont été octroyés à 36 886 promoteurs par les SFD et les CLEC pour un montant de 1 649 652 858 Fcfa sur lesquels 788 059 589 Fcfa ont été recouverts, d'où un encours de 607 764 385 Fcfa.

505 CLEC ont été mises en place et équipées. La formation des membres aussi a été parachevée.

Pour la formation du personnel des partenaires et des bénéficiaires, 107 responsables de 15 ONG ont été formés.

Evolution des réalisations de la composante par SFD

SFD	MONTANT DES FONDS RECUS DU PLCP	NBRE DE PROJETS FINANCES	NBRE DE CLEC TOUCHES	MONTANT OCTROYE	MONTANT ECHU	MONTANT REMBOURSE	MONTANTS ENCOURS
PAMECAS	144 000 000	239	0	121 049 000	-	-	28 160 094
FDEA	55 900 000	208	2	122 166 000	-	-	-
UMECU	105 000 000	289	16	85 618 775	25 788 280	40 165 410	49 328 365
CMS	250 000 000	524	19	248 456 000	-	99 122 101	99 683 259
RECEC	64 500 000	133	6	64 825 000	45 792 063	39 956 209	24 868 791
ASACASE	201 000 000	481	67	343 082 230	84 678 743	36 279 109	60 431 823
ACEP	100 000 000	232	21	149 024 500	-	-	-
MECGFA	184 000 000	315	41	392 863 550	-	212 195 332	210 469 145
UMEC SEDHIOU	106 250 000	303	3	128 809 000	-	-	-
	1 066 650 000	2 724	175	1 655 894 055	156 259 086	427 718 161	472 941 477

Les crédits mobilisés auprès des bailleurs s'élevaient à F CFA 1 368 024 045 contre des décaissements de F CFA 1 066 650 000 au profit des SFD. Il en résulte un solde théorique de F CFA 301 374 045 disponible au niveau du fonds de crédit.

En contrepartie du montant de F CFA 1 066 650 000 qu'ils ont reçu, les SFD ont distribué un volume de crédit de F CFA 1 655 894 055 soit un crédit revolving de F CFA 589 244 055 en valeur absolue et 55% en valeur relative. Ainsi, pour 100 F CFA de financements reçu du PLCP, les SFD ont octroyé en moyenne 155 F CFA. Le MECGFA a distribué plus de crédits avec 23,73% soit en F CFA 392 863 550. Son taux de revolving (coefficient multiplicateur) est 213%, soit 213 F CFA de crédits octroyés pour 100 Fcfa de financement reçu du PLCP.

Le tableau ci-dessous retrace les performances relatives des SFD.

SFD	MONTANT DES FONDS RECUS DU PLCP	MONTANT OCTROYE	EN %	TAUX DE REVOLVING
PAMECAS	144 000 000	121 049 000	7%	84%
FDEA	55 900 000	122 166 000	7%	219%
UMECU	105 000 000	85 618 775	5%	82%
CMS	250 000 000	248 456 000	15%	99%
RECEC	64 500 000	64 825 000	4%	101%
ASACASE	201 000 000	343 082 230	21%	171%
ACEP	100 000 000	149 024 500	9%	149%
MECGFA	184 000 000	392 863 550	24%	214%
UMEC SEDHIOU	106 250 000	128 809 000	8%	121%
	1 066 650 000	1 655 894 055	100%	155%

Le nombre de projets financés remontent à 2 724 pour 26 924 promoteurs. Le nombre de caisses locales d'épargne et de crédit (CLEC) touchées est de 175 dont 67 pour l'ASACASE.

Évolution des réalisations de la composante par région

Régions	Nbre de Promoteurs Finances	Nbre de Projets Finances	Nbre de Clec Touches	Montant octroyé	Montant échu	Montant Remboursé	Montants Encours
DAKAR	4 817	502	9	292 911 330	84 885 746	76 235 318	59 045 758
THIES	4 016	247	21	223 522 000	16 850 000	81 146 701	67 462 019
DIOURBEL	8 325	816	103	726 356 050	45 585 060	212 195 332	264 884 095
TAMBA	3 464	636	25	204 068 275	8 938 280	53 085 755	55 879 660
KOLDA	6 302	523	17	209 036 400	-	5 055 055	25 669 945
	26 924	2724	175	1 655 894 055	156 259 086	427 718 161	472 941 477

La répartition régionale des crédits octroyés fait apparaître une concentration de 45% des crédits soit en F CFA 726 356 050 au niveau de la région de Diourbel. Elle est suivie par la région de Dakar et de Thiès avec respectivement Fcfa 292 911 330 et F CFA 223 522 000. La région de Tambacounda occupe la dernière place et, est précédée par la région de Kolda avec respectivement Fcfa 204 068 275 et F CFA 209 036 400.

IV-2 COMPOSANTE RENFORCEMENT DE CAPACITES

4-2-1 Rappel des résultats premiers attendus

Cette composante maîtresse du projet a été confiée à deux maîtres d'ouvrages délégués (MOD) que sont la Société Africaine d'Éducation et de Formation pour le Développement (SAFEFOD) et l'OFBD, respectivement chargé des Sous- Composantes Alphabétisation et IEC.

Le plan d'exécution détaillé des activités du projet attribuit à la Composante Renforcement les activités suivantes :

- former 40 formateurs et 600 facilitateurs
- Alphabétiser 36 000 auditeurs dans 500 communautés de base;
- Sensibiliser 36 000 bénéficiaires sur les thèmes de santé, hygiène, assainissement, environnement, gestion et auto-organisation;
- Développer une stratégie d'information et de communication sur le projet;
- Former 1800 représentants des bénéficiaires à la gestion et l'entretien durable des équipements et infrastructures;
- Former 1800 responsables de groupements de bénéficiaires à l'utilisation du crédit, la gestion financière des AGR et à la commercialisation des produits;
- Former 3000 responsables de groupements bénéficiaires pour la mise en place et la gestion des CEC et 1200 sur la formulation et la gestion de projets;
- Renforcer les capacités des partenaires institutionnels et d'exécution;
- Réaliser 34 séminaires de formation pour les partenaires d'exécution;
- Former des représentants de 30 ONG et SFD.

Ce plan ci-dessus est le plan initial d'exécution du projet, il a été revu en janvier 2002 et reconduit tel quel dans le cadre des objectifs, résultats et activités de la Composante Renforcement de Capacités. Il faut cependant reconnaître qu'à l'état actuel de l'évolution du

projet, la réalité des responsabilisations est d'une autre nature, parce que seuls la formation des 40 formateurs, des 600 facilitateurs, des 36 000 bénéficiaires et le développement d'une stratégie d'information, de communication et de sensibilisation des communautés sur le projet sont du ressort de la composante.

Les autres activités de renforcement de capacités ont été confiées au Bureau de Gestion, aux structures déconcentrées du Ministère de tutelle du projet et aux ONG (composante GP, partenaires institutionnels et composante micro finance/AGR.) Il faut reconnaître que ces changements, qui n'ont pas du reste fait l'objet d'une large diffusion, ont entraîné des distorsions dans la mise en œuvre de la stratégie du MOD Alpha.

S'agissant de la sous composante IEC, le nombre de bénéficiaires qu'elle devait initialement toucher est de 36.000 personnes, à savoir, les bénéficiaires de l'alphabétisation. Après sa constitution en sous composante autonome, avec un MOD à part entière, elle a ciblé l'ensemble des communautés de base et c'est pourquoi elle est arrivée à toucher, en un trimestre d'activités, 82.828 personnes. Il faut retenir aussi que c'est la sous composante la moins lotie en matière de statistiques.

4-2-2 Objectifs

L'objectif général poursuivi la composante est de renforcer la capacité d'intervention des partenaires / bénéficiaires par la formation et la sensibilisation

Objectifs spécifiques de la sous- composante :

- former 36 .000 bénéficiaires
- élever le niveau éducatif et organisationnel des groupes cibles
- accroître les compétences techniques, professionnelles et les capacités d'auto-promotion des bénéficiaires ;
- renforcer le niveau d'encadrement administratif et technique des opérateurs
- induire des changements qualitatifs dans le milieu

4-2-3 Stratégie

La magnitude de la tâche et l'anicroche liée à la planification des activités initiales prévues dans le cadre de la composante ont amené le Maître d'ouvrage à se faire une visée macro du renforcement de capacités des acteurs du projet. Et pour l'effectivité de la mission, la SAFEFOD a adopté le Faire- faire comme stratégie globale et a reposé son intervention sur un Modèle d'Alphabétisation Intégré à la Vie Active (MAIVA).

Ce modèle s'articule autour de quatre leviers que sont : la formation (apprentissages instrumentaux et formation technique), l'organisation, les AGR et la pérennisation.

Le premier levier avait pour objectifs de doter les bénéficiaires de capacités en lecture, en écriture, en calcul et en rudiments techniques relatifs aux activités génératrices avec une tendance accrue d'**apprentissages instrumentaux**.

Le second levier avait pour but d'accompagner les bénéficiaires pour leur érection en groupes organisés et structurés, de soutenir les organisations locales dans leur structuration et leur pérennisation, bref, d'entretenir la communauté dans son organisation et dans le fonctionnement de ses activités, d'où un **module sur la mobilisation sociale**.

Le troisième levier ambitionnait un renforcement technique de capacités des bénéficiaires dans la mise sur pied et la gestion d'activités génératrices de revenus. Cette volonté justifie d'ailleurs le **module sur l'entrepreneuriat et la gestion** qui se devait de favoriser la réalisation de l'objectif

Et enfin, le quatrième levier se recommandait de mettre en place un dispositif allant dans le sens de la pérennisation des actions entreprises par la composante à l'endroit des bénéficiaires. Cette quête, est la résultante du **module sur la gestion des bibliothèques** qui est en soi un instrument de pérennisation des acquis en termes de savoirs et de savoirs-faire, voire de savoirs-être.

Ces quatre leviers devaient être considérés comme un **continuum** à actionner de manière simultanée. Dans son principe, le MOD entendait accompagner les différentes composantes techniques par des formations suivant l'évolution des interventions avec une prise en compte des capacités nouvelles que requiert chaque avancée.

Pressentie alors comme fer de lance de toutes les autres composantes, la sous composante alphabétisation ne s'est confinée que dans un rôle de facilitation d'apprentissages instrumentaux, après avoir conçu tout un arsenal de stratégies d'accompagnement. Malgré les embûches parsemées sur son chemin, le levier de la formation est le seul des quatre leviers qui fondent le MAIVA à jouer sa partition. Formés sur la base des modules précités pour jouer le rôle d'acteurs de développement à la base, les facilitateurs se sont résumés à la facilitation de l'apprentissage à la lecture, à l'écriture, au calcul et à la familiarisation aux instruments de gestion.

L'essentiel des missions qui étaient dévolus au MAIVA s'est avéré irréalisable suite au manque de synergie et de complémentarité espérées des différents partenaires d'exécution du projet. Seuls ceux dont les intérêts étaient indissociables ont laissé apparaître une mine de collaboration et la conjugaison de ces facteurs a dépouillé le modèle de son artifice et de son lustre.

4-2-4 Réalisations

ALPHABETISATION FONCTIONNELLE

- Plan directeur de formation élaboré
- 02 protocoles signés avec le CONGAD et la DAEB
- Maître d'ouvrage délégué et 30 opérateurs recrutés
- Étude complémentaire du milieu réalisée
- 2 400 Relais d'alphabétisation choisis
- 1 800 représentants de bénéficiaires à former identifiés
- Méthodologie et contenus de formation élaborés
 - 40 formateurs formés et recyclés
 - 120 superviseurs (des 2 cohortes) formés
 - 1200 facilitateurs (des 2 cohortes) formés et recyclés
 - 2400 relais villageois (des 2 cohortes) formés
 - 120 superviseurs (des 2 cohortes) formés
 - 1200 classes d'alphabétisation ouvertes
 - 34225 personnes alphabétisées (toute catégorie sociale confondue)
 - 152.040 Manuels didactiques en langues nationales ont été mis à la disposition des participants
 - 1200 tableaux noirs ont été mis à la disposition des CAL en partenariat avec le BG
 - 36.000 trousseaux de fournitures ont été distribués aux apprenants

SYNTHESE NATIONALE DE LA PREMIERE COHORTE (3^{ème} trimestre)

REGION	EFFECTIFS	TAUX DE FREQUENTATION	CUMUL DES ABANDONS	OBSERVATIONS
DAKAR	3347	81,09	139	Taux global de déperdition : 3,86%
THIES	3298	80,32	302	Taux global de déperdition : 8,38%
DIOURBEL	3501	87,78	99	Taux global de déperdition : 2,75%
TAMBA	3228	76,39	372	Taux global de déperdition : 6,16%
KOLDA	3347	82,03	253	Taux global de déperdition : 7,02%
TOTAL	16721	81,52	1165	Taux global de déperdition : 0,32%

SYNTHESE NATIONALE DE LA DEUXIEME COHORTE (2^{ème} trimestre)

REGION	EFFECTIFS	TAUX DE FREQUENTATION	CUMUL DES ABANDONS	OBSERVATIONS
DAKAR	3583	84,07	34	
THIES	3406	83,83	128	
DIOURBEL	3557	89,01	33	
KOLDA	3544	85,85	143	
TAMBA	3414	77,81	111	
TOTAL	17504	84,11	449	

Les ressources financières mises à contribution pour réaliser ces résultats sont entre autres l'allocation à chaque opérateur et pour chaque cohorte d'un budget de Fcfa 25.999.000 pour la réalisation des activités, en plus d'une enveloppe de Fcfa 4.000. 000 destinée à l'appui institutionnel. La prise en charge financière de la formation des formateurs, de la formation des superviseurs et des facilitateurs est à l'actif du MOD.

INFORMATION ET SENSIBILISATION

RESULTATS:

Sensibilisation

- Plan d'exécution du programme de sensibilisation élaboré
- Besoins et thèmes de sensibilisation identifiés
- Personnes ressources sélectionnées
- supports rendus disponibles

Stratégie de communication

- Programme-médiat élaboré
- Supports (dépliants) rendus disponibles
- 82 828 Personnes ont été sensibilisées en octobre et décembre 2003 sur des thèmes relatifs à la santé, à l'éducation, au social, à la micro finance et aux autres activités du projet.
- 140 Relais en intermédiation sociale ont été recrutés et formés.
- 122 Relais en intermédiation sociale ont été recyclés.

Il faut remarquer que pour réaliser les séances de sensibilisation, les relais ont utilisé plusieurs types de supports (affiches, boîtes à images, plaquettes, des guides, etc.)

Il faut noter que cette sous- composante IEC est la moins lotie en matière de statistiques et les responsables du Cabinet en charge des activités dans ce domaine n'ont daigné, après moult sollicitations, faire aucune effort pour recevoir la mission afin de trouver des réponses à cette situation.

AUTRES REALISATIONS:

Les évaluations internes à mi-parcours des activités d'alphabétisation de la 1^{ère} et de la 2^{ème} cohorte ont été effectuées par la SAFEFOD, MOD de la Sous- Composante alpha. L'évaluation externe de la 2^{ème} cohorte a été effectuée par la DAEB, devenue Direction de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales

ACTIVITÉS NON ENCORE RÉALISÉES

- Mise en place des Manuels d'alphabétisation en Wolof et en Sérère niveau 2 et les manuels en Pulaar du Sud
- Mise en place de 600 Bibliothèques
- Évaluation externe finale du programme d'alphabétisation 2^{ème} cohorte
- Réalisation d'un film documentaire sur le projet
- Réalisation de formes d'échanges entre les CB bénéficiaires
- Réalisation de la brochure Bilan du projet.
- Équipement des classes d'alphabétisation (Mise en place des bancs et pupitres)

IV-3 INFRASTRUCTURES – EQUIPEMENTS – HYDRAULIQUE

4-3-1 Rappel des résultats premiers attendus

Pour mieux mesurer la place centrale de la composante dans le dispositif d'ensemble du projet, il est nécessaire de rappeler les résultats premiers attendus.

Le cadre des objectifs, activités et résultats attendus avait planifié un ensemble d'activités que sont:

- 165 ouvrages hydrauliques équipés de matériel d'exhaure
- 165 latrines et la sensibilisation des communautés aux questions d'assainissement.
- La mise en place des équipements post-récolte et de valorisation des produits agricoles et halieutiques.
- La formation des bénéficiaires à la maintenance, à la gestion durable des équipements et aux techniques de valorisation des produits agricoles, halieutiques et d'élevage.
- La construction ou réhabilitation et l'équipement de 40 garderies éducatives
- La construction et l'équipement de 15 cases-foyers et 20 Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit et 15 cases de santé.

4-3-2 Objectifs

L'objectif général de la composante est d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et les conditions de travail des groupes cibles.

Les objectifs opérationnels permettent aux communautés ciblées :

- d'accéder facilement à l'eau potable en quantité dans un environnement assaini.
- de disposer de meilleures capacités de valorisation des produits agricoles et halieutiques et d'alléger les femmes, en particulier des travaux post-récolte.
- de disposer de garderies, de cases de santé, de caisses populaires d'épargne et de crédit.

Il ressort de ces objectifs 3 sous-composantes que sont :

- l'hydraulique
- les constructions
- les équipements.

4-3-3 Stratégie

L'exécution du volet Infrastructures communautaires a été confiée à l'AGETIP comme Maître d'Ouvrage Délégué, qui à son tour a sélectionné un maître d'œuvre.

L'AGETIP est chargé de la supervision des travaux et sélection des entreprises qualifiées, jugées acceptables par la BAD en relation avec le projet. Ses prestations couvrent toutes les phases d'exécution des travaux, depuis les aspects techniques, organisationnels jusqu'aux réceptions définitives.

Les activités de suivi vont impliquer plusieurs acteurs :

- les entreprises prestataires de travaux seront sous la responsabilité du MOD dans le respect des prescriptions techniques, de la qualité des ouvrages et des délais contractuels
- l'AGETIP assure le suivi, la supervision des phases d'exécution alors que ses prestations seront suivies sur le terrain par les URG qui ont leurs missions de suivi et de contrôle en partenariat étroit avec les services techniques déconcentrés de l'hydraulique, de l'urbanisme avec lesquels des protocoles ont été signés.
 - Le responsable de la composante IEH, aussi va s'impliquer de manière très active dans les activités de suivi à travers des missions périodiques de terrain et des réunions de coordination ; et enfin
 - Au niveau des communautés, les bénéficiaires sont organisés pour s'approprier des programmes de formation et évaluer l'état de fonctionnement des infrastructures et équipements selon leurs besoins.

Dans la mise œuvre de la stratégie, une nouvelle planification opérationnelle a été élaborée qui tient compte des besoins réellement exprimés et surtout du coût des travaux et équipements relativement aux appels d'offres (Coût réel des prestations).

Ainsi le réajustement du programme de réalisations d'infrastructures se traduit comme suit :

- 120 ouvrages hydrauliques plus leurs équipements
- 120 latrines
- 16 cases-foyers

- 14 cases des tous-petits
- 14 cases de santé et leurs équipements
- 300 équipements post-récoltes

La mise en œuvre de toutes ces réalisations est complétée par un important programme d'accompagnement des bénéficiaires pour une utilisation efficace des infrastructures et équipements.

Il s'agit d'aider à :

- l'organisation des bénéficiaires en comités de gestion
- La définition de programmes d'animation et de sensibilisation des communautés
- la définition de systèmes de gestion des équipements et infrastructures ;
- la définition de systèmes de maintenance opérationnelle ;
- la définition des thèmes de formations en maintenance, en techniques relatives au maraîchage, en transformation et conservation de produits agricoles ou halieutiques, en gestion des infrastructures et équipements et hygiène et assainissement.

4-3-4 Réalisations

Le taux d'exécution de la composante est le plus faible de l'ensemble en terme de mise en place effective, compte tenu des contraintes citées plus haut.

L'analyse de ces performances fait ressortir les réalisations suivantes :

Formation en Gestion des Équipements

- Plan de formation spécifique élaboré
- Besoins de formation identifiés
- Membres des comités de gestion identifiés
- Structures spécialisées identifiées
- AGETIP recrutée comme maître d'ouvrage délégué
- Études architecturales réalisées
- Maîtres d'œuvre recrutés par l'AGETIP
- Appels d'offres faits par l'AGETIP
- Infrastructures socio- communautaires réalisées
- Fournisseur pour plus de 550 équipements sélectionnés dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres international (approbation des marchés faite et livraison cours)
- Abris des broyeurs construits
- Comités de gestion installés

Hydraulique villageoise et assainissement

- Groupement de bureaux d'études recruté
- Études techniques et socio-économiques complémentaires réalisées
- Cahiers des charges et dossiers d'appels d'offres des travaux élaborés
- Soumissionnaires évalués
- Spécifications techniques des équipements d'exhaure élaborées
- Programmes d'accompagnement formulés
- Procédure d'acquisition des équipements d'exhaure lancée, les fournisseurs sont sélectionnés et la réception est pour bientôt

TABLEAU RECAPITULATIF DES REALISATIONS

REGIONS	PUITS+ EQUIPEMENTS		CASE-FOYER	CASE DES TT-PETITS	CASE DE SANTE	EQUIPEMENT POST-RECOLTE	CHARRETTES	OBSERVATIONS
DAKAR			4	2	2			
THIES	16		3	3	3	81 MOULINS	41	
DIOURBEL	40	24	3	3	3	83 moulins 5 batteuses à céréales		
TAMBA	31		3	3	3	4 batteuses 6 moulins 7 décortiqueuses à fonio		
KOLDA	36	35	3	3	3			
TOTAUX	123	59	16	14	14	240	41	

ANALYSE DES REALISATIONS

L'analyse du tableau récapitulatif des réalisations dans les 5 régions enquêtées laisse entrevoir un niveau de réalisations notables pour les infrastructures communautaires, avec 16 cases-foyers, 14 cases des tout-petits, 14 cases de santé, construites.

Pour le volet Hydraulique et assainissement, les 120 ouvrages et mini réseaux d'eau potable prévus pour un montant de 1 678 936 999 Fcfa, sont presque en voie d'achèvement. Les 120 latrines d'un montant de 706 203 900 Fcfa sont achevées et sont actuellement fonctionnelles. Les travaux des infrastructures hydrauliques sont aussi en voie d'achèvement, les puits ont été forés et attendent toujours les équipements nécessaires à leur démarrage.

L'acquisition et la mise en place des équipements qui accompagnent les ouvrages hydrauliques sont en cours ; il s'agit des équipements hydrauliques financés par le FND provenant du Danemark. Ces équipements d'exhaure d'un montant de 640 321 821 Fcfa comprennent :

- 37 électro-pompes solaires
- 35 électro-pompes thermiques et un lot de pièces de rechange d'un montant de 92 739 857 Fcfa provenant du Danemark est déjà à Dakar; d'autres électro-pompes et pompes manuelles importées de l'Inde sont actuellement en pré-embarquement pour Dakar.

Le volet hydraulique a connu en décembre 2003 lors de la revue annuelle avec les bailleurs de fonds une prorogation de son prêt FND pour un montant de 2 milliards. Ce programme additionnel a permis la couverture de 60 nouvelles CB pour 100 demandes de points d'eau supplémentaires.

Les équipements collectifs de transformation, d'allégement des travaux de la femme doivent être livrés (fournitures et installations) par la société AFCO.

Ces équipements sont les suivants :

- 18 décortiqueuses à mil
- 336 broyeuses à céréales
- 12 batteuses à mil
- 12 décortiqueuses à fonio et des lots de pièces de rechange ; la livraison doit débuter fin janvier 2005 à partir de la région de Diourbel

La SISMAR est contractée pour respectivement 120 charrettes asines et 96 équines, soit un total de 216 charrettes à traction, qu'elle va livrer sur les sites cibles à partir de janvier 2005.

Les équipements

et mobiliers des infrastructures communautaires seront bientôt mis en place, l'avis de non-objection de la BAD a été obtenu, l'appel d'offre a été lancé et le matériel sera mis en place bientôt.

Au total, il ne reste que la réalisation du volet accompagnement des formations spécifiques à chaque sous-composante ; les comités de gestion ont été mis en place ; les requêtes correspondantes planifiées et budgétisées n'attendent que l'avis favorable de la BAD pour le démarrage des sessions de formation . Les formateurs des agents des différentes structures ont déjà été identifiés :

- Les fournisseurs SISMAR et AFCO pour la formation pour l'entretien et la maintenance des équipements post-récoltes
- Les agents des CERP pour les comités de gestion
- Les infirmiers et chefs de poste des districts sanitaires pour la formation des agents communautaires et matrones (case de santé)
- Les personnels de l'agence nationale de la case des tous-petits pour la formation des agents des cases des tous-petits et cases-foyers.

IV-4 COMPOSANTE GESTION

4-4-1 Objectifs

Assurer la coordination de toutes les activités et veiller au suivi financier, comptable et administratif du projet.

Les objectifs spécifiques sont :

- Assurer le suivi, la supervision et la coordination des activités aux niveaux central (BGP) et régional par les Unités Régionales ;
- Informer, sensibiliser et gérer la relation avec les tiers (administration, bailleurs, autres partenaires)
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable du projet ;*
- Assurer la réalisation des différents types d'évaluation requis pendant la mise en œuvre.

S'agissant des fonds dont bénéficie le projet, ils sont de trois types :

Les Fonds FAD-FAT 11,75 millions UC logés dans un compte à ECOBANK ;

Les Fonds FND 5,00 millions UC logés dans un compte CITYBANK ;

Les Fonds ETAT 1,85 millions UC logés dans un compte du TRESOR ;

4-4-2 Réalisations

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DE CAPACITES REALISEES

Renforcement des capacités des partenaires institutionnels et partenaires d'exécution

- Besoins diagnostiqués
- 04 structures déjà appuyées (DDC, CERP, DPS, CSOP)
- 466 partenaires membres d'ONG, SFD, et services déconcentrés du MFDSSN ont bénéficié de renforcement de leurs capacités dont:
 - 258 en genre et développement.
 - 107 en micro finance
 - 101 en gestion de projets

Renforcement des capacités du personnel du projet

- Formation en approche genre réalisée
- Alphabétisation en langues nationales de son personnel réalisée

EVALUATION FINANCIERE DU PROJET

L'évaluation financière opérée dans cette partie, trouve sa base dans les éléments financés, fournis par le projet et qui part d'une situation par bailleur pour aboutir à une situation globale.

Ici nous aborderons les niveaux de décaissements fournis par le projet pour faire des appréciations.

Pour le prêt FAD et le don FAT, le taux de décaissement global moyen est de 62% pour la période d'exécution du projet jusqu'au 25 Novembre. Malgré son importance, ce taux demeure moyen par rapport à l'objectif de lutte contre la pauvreté.

Le taux le plus élevé concerne la construction et la réhabilitation qui est de 91%. Il s'agit d'une bonne performance à ce niveau qu'il faut maintenir. Le taux le plus faible concerne les études et la supervision : 43%.

Toutes les autres rubriques ont des taux de décaissement inférieurs à 57%.

La prise en compte des taux d'engagement nous révèle qu'à termes, seules deux rubriques : Construction Réhabilitation, Équipements mobiliers et fournitures pourraient atteindre le taux de 100%. Alors que le fonds de crédit restera toujours à 51%. Il convient là, de préparer une réforme en matière de distribution du crédit à travers une étude très approfondie des mécanismes mise en place.

PRÊT FND _ VOLET HYDRAULIQUE

Le taux de 0% enregistré par la formation et le fonctionnement s'explique aisément du fait qu'ils sont tributaires des autres rubriques qui sont toutes en milieu d'exécution.

Le taux moyen global de 54% reste modeste. Les taux de décaissement les plus élevés enregistrés restent celui de la rubrique : Études et Supervision des spécialistes; pour 65% précédé par la rubrique : Construction, Réhabilitation; pour 67%.

Il convient avant la fin du premier trimestre 2005, d'accélérer les activités du volet Hydraulique pour pouvoir exécuter le crédit additionnel de 1 965 686 400 Fcfa obtenu. En tenant compte du taux d'engagement, le taux de décaissement prévisionnel pourrait atteindre les 95%.

CONTREPARTIE NATIONALE

Le taux d'exécution moyen ici est de 126% qui paraît exorbitant, semble dû à la rubrique Fonctionnement, initialement non prévue, qui a été exécutée à hauteur de 568 770 122 Fcfa avec des engagements à hauteur de 18 682 195 Fcfa.

Ici, le taux de d'exécution du fonds de crédit de 86% nous semble très performant par rapport au crédit BAD (51%).

Il convient de mettre l'accent sur l'exécution de la rubrique Construction, Réhabilitation; qui n'atteint que 41%.

Au total, le taux de décaissement de 66% devrait être améliorer pour accroître les résultats du projet, même si l'on sait que le taux prévisionnel global atteindra 85%.

Face à la forte demande en Infrastructures, Micro-Crédit et Renforcement de Capacité, il convient d'accroître les efforts, la concertation avec les bénéficiaires, les bailleurs, pour atteindre les meilleurs résultats.